

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002421]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 14/3, §§ 1^{er} et 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 14/3, §§ 1^{er} et 2, tel que modifié par le décret du 23 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 portant exécution du décret du 28 juin 2018 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et visant à la transparence des établissements non reconnus ;

Vu le " test genre » du 4 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de la Fédération des Etudiants Francophones, rendu le 23 février 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 08 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.604/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 09 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2^o établissement d'enseignement non reconnu par la Communauté française, ci-après dénommé établissement : établissement visé à l'article 14/1 du décret ;

3^o Administration : la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique.

CHAPITRE II. — *Procédure de notification*

Art. 2. Conformément à l'article 14/3, § 1^{er}, du décret, pour le 15 avril, tout établissement déclare son activité par une notification, dont le modèle figure à l'annexe I du présent arrêté.

Cette notification est adressée à l'Administration par voie électronique à l'adresse qui figure à l'annexe I susvisée.

Art. 3. Conformément à l'article 14/3, § 2, alinéa 2, du décret, dès réception de l'ensemble des éléments visés dans l'annexe I du présent arrêté, l'Administration adresse à l'établissement, par voie électronique, une attestation de notification, dont le modèle figure à l'annexe II du présent arrêté.

Cette attestation de notification n'implique pas que l'établissement respecte les obligations contenues aux articles 14 et 14/4 du décret.

Art. 4. Conformément à l'article 14/3, § 2, alinéas 3 et 4, du décret, pour le 15 avril précédant la date d'expiration de la validité de l'attestation de notification envoyée par l'Administration, l'établissement se notifie à nouveau par voie électronique.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 portant exécution du décret du 28 juin 2018 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et visant à la transparence des établissements non reconnus est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mars 2024.

Art. 7. Le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

ANNEXE I A L'ARRETE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE DU 7 MARS 2024 PORTANT EXECUTION DE L'ARTICLE 14/3, §§ 1er ET 2, DU DECRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DEFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET L'ORGANISATION ACADEMIQUE DES ETUDES

Notification en application de l'article 14/3, §1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, à envoyer au plus tard pour le 15 avril, à l'adresse électronique suivante : notification.esp@cfwb.be

| | | Rubriques à compléter |
|---|---|-----------------------|
| 1 | Dénomination de l'établissement | |
| 2 | Adresse du siège social | |
| 3 | Adresse des implantations | |
| 4 | Forme/statut juridique de l'établissement, date de l'acte constitutif de société et copie des statuts (à joindre en annexe) | |
| 5 | N° et date d'enregistrement à la Banque - Carrefour des Entreprises | |
| 6 | Objet social | |
| 7 | Personne responsable de l'établissement - coordonnées | |

| | | |
|-----------|--|--|
| <p>8.</p> | <p style="text-align: center;">Informations au public</p> | <p>a. Page d'accueil du site internet</p> <p><i>Prière d'annexer celle-ci à la présente notification et de mettre en pièce précitée, la mention suivante « Etablissement, formation(s) et diplôme(s) non reconnus par la Communauté française de Belgique ».</i></p> <p><i>Le cas échéant, la mention doit être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle le(s) diplôme(s) est(sont) délivré(s).</i></p> <p>b. Autre(s) type(s) de communication sans préjudice des rubriques 9, 10 et 11</p> <p><i>Prière d'annexer celle(s)-ci à la présente avec, en évidence, la mention « Etablissement, formation(s) et diplôme(s) non reconnus par la Communauté française de Belgique ».</i></p> <p><i>Le cas échéant, la mention doit être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle le(s) diplôme(s) est(sont) délivré(s).</i></p> |
| <p>9.</p> | <p>Formations organisées</p> <p>Pour chaque formation, préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'intitulé b) Le nombre d'années d'études/ de crédits c) Le modèle de diplôme et le titre délivré | <p style="text-align: center;">Formation 1</p> <hr/> <p style="text-align: center;">Formation 2</p> |

| | | |
|-----------|---|--|
| | <i>(joindre en annexe le modèle de diplôme relatif à chaque formation)</i> | Formation 3 |
| | d) La langue dans laquelle la formation est organisée | Formation ... |
| 10 | Modèle du document remis par l'établissement à l'étudiant lors de son inscription en application de l'article 14/4, §2, du décret du 7 novembre 2013 susvisé | <i>Prière d'annexer celui-ci à la présente et de mettre en évidence à même la pièce précitée, la mention suivante «Formation et diplôme non reconnus par la Communauté française de Belgique ». Le cas échéant, la mention doit être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle le diplôme est délivré.</i> |
| 11 | Règlement d'ordre intérieur de l'établissement | <i>Prière d'annexer celui-ci à la présente, s'il échet.</i> |

Fait à

le

Signature du responsable de l'établissement

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 portant exécution de l'article 14/3, §§1^{er} et 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

Françoise BERTIEAUX

ANNEXE II A L'ARRETE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE DU 7 MARS 2024 PORTANT EXECUTION DE L'ARTICLE 14/3, §§ 1er ET 2, DU DECRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DEFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET L'ORGANISATION ACADEMIQUE DES ETUDES

ATTESTATION de NOTIFICATION

délivrée en application de l'article 14/3, § 2, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Je soussigné(e)... (1) certifie que... (2) a satisfait à l'obligation imposée par l'article 14/3, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, de notifier au Gouvernement son activité pour le 15 avril.

Cette attestation de notification n'implique pas que l'établissement respecte les obligations contenues aux articles 14 et 14/4 du décret. Fait à Bruxelles, le.... (3)

Signature

(1) : Directeur(trice) général(e) de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique.

(2) : Mentionner la dénomination et le siège social de l'établissement concerné.

(3) : Mentionner la date.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 portant exécution de l'article 14/3, §§1^{er} et 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

Françoise BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/002421]

7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 14/3, §§ 1 en 2 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 14/3, §§ 1 en 2, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 december 2023;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 28 juni 2018 houdende wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en met als doel de doorzichtigheid van de niet-erkende instellingen;

Gelet op de “gendertest » van 4 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de “Fédération des Etudiants Francophones”(Federatie van Franstalige studenten), gegeven op 23 februari 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 8 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.604/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 9 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2° instelling voor hoger onderwijs die niet door de Franse Gemeenschap wordt erkend, hierna instelling genoemd : instelling bedoeld in artikel 14/1 van het decreet;

3° Administratie : de Algemene Directie Hoger Onderwijs, Levenslang leren en Wetenschappelijk Onderzoek.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de kennisgeving*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 14/3, § 1, van het decreet, geeft elke instelling voor 15 april haar activiteit aan door middel van een kennisgeving waarvan het model opgenomen is in bijlage I bij dit besluit.

Deze kennisgeving wordt elektronisch naar de Administratie gestuurd op het adres vermeld in bovenvermelde bijlage I.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 14/3, § 2, tweede lid, van het decreet stuurt de Administratie, na ontvangst van alle elementen bedoeld in bijlage I bij dit besluit, een kennisgevingsattest langs elektronische weg naar de instelling, waarvan het model opgenomen is in bijlage II bij dit besluit.

Dit kennisgevingsattest houdt niet in dat de instelling aan de verplichtingen vervat in de artikelen 14 en 14/4 van het decreet voldoet.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 14/3, § 2, derde en vierde lid, van het decreet, moet de instelling voor 15 april voorafgaand aan de vervaldatum van de geldigheid van het door de Administratie opgestuurde kennisgevingsattest, haar activiteit opnieuw langs elektronische weg meedelen.

HOOFDSTUK III — *Slotbepalingen*

Art. 5. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 2019 tot uitvoering van het decreet van 28 juni 2018 houdende wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en met als doel de doorzichtigheid van de niet-erkende instellingen, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 15 maart 2024.

Art. 7. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX